



ASIE/LIBAN - Pour le Patriarche d'Antioche des Maronites, les milices confessionnelles porteront le pays à la ruine

Harissa (Agence Fides) – Toute armée ne dépendant pas de l'Etat doit être considérée comme « illégitime » et entraînera le retour du pays à « la loi de la jungle, provoquant une augmentation des crimes, un phénomène que nous enregistrons malheureusement d'ores et déjà ». C'est l'alarme qu'a lancée à propos du destin du pays des cèdres le Patriarche d'Antioche des Maronites, S.Em. le Cardinal Bechara Boutros Rai, au cours de l'homélie qu'il a donné Dimanche 14 juillet à Harissa. Le chef de l'Eglise maronite a de nouveau invité les factions politiques à se réconcilier dans le cadre d'un nouveau contrat social, sur la base du Pacte national de 1943, en fonction duquel les chrétiens et les musulmans s'accordèrent sur la gestion paritaire du pouvoir politique et des charges institutionnelles dans le cadre d'un Liban devenu indépendant de la France. Selon le Patriarche, le conflit entre les factions politiques contribue actuellement à « la destruction du pays », une dérive qui ne peut être arrêtée qu'en retournant au Pacte fondateur « par lequel les libanais construisirent leur pays sur la base de la cohabitation, préservant le Liban de tout loyalisme envers d'autres nations d'Orient ou d'Occident ».

Selon le Procureur patriarcal maronite près le Saint-Siège, S.Exc. Mgr François Eid, les références historiques contenues dans l'homélie du Cardinal ont un lien évident avec la situation dramatique que traverse aujourd'hui le pays. « Déjà en 1943 – explique à l'Agence Fides Mgr Eid – les libanais décidèrent de demeurer indépendants par rapport aux blocs géopolitiques et aux puissances régionales qui exerçaient leur influence sur le Moyen-Orient. Chrétiens et musulmans signèrent un accord portant sur la gestion du pouvoir sur une base paritaire. Ce critère a été confirmé par les accords de Taëff, après la guerre civile. Mais maintenant, nombreux sont ceux qui, sur la base de considérations d'ordre démographique, déclarent que cette ligne doit être abandonnée pour passer à une gestion tripartite du pouvoir, divisant les charges et les postes à responsabilité entre les chrétiens, les chiites et les sunnites ». La mention des armées confessionnelles contenue dans l'homélie du Patriarche touche, selon Mgr Eid, met le doigt sur un grave problème de la crise libanaise actuelle. « Les milices chiites du Hezbollah se sont rangées aux côtés du régime syrien alors que les miliciens salafistes sont allés en Syrie pour combattre aux côtés des rebelles. Notre pays est déjà immergé dans ce conflit terrible et ceci peut être dévastateur pour le Liban ». (GV) (Agence Fides 15/07/2013)